

DE LA LUTTE DES CLASSES À LA LUTTE DES RACES.

« C'est qu'au fond, il n'y a qu'une seule race : l'humanité ».

(Jean Jaurès)

Répondant au cardinal de Polignac, qui racontait de manière fort ennuyeuse la légende de Saint Denis qui, décapité à Montmartre, porta lui-même sa tête dans ses mains jusqu'au site où s'élève l'abbaye qui porte aujourd'hui son nom, la marquise du Deffand eut ce mot resté célèbre : « dans ces affaires, monseigneur, il n'y a que le premier pas qui coûte ». Bon mot qu'elle s'empressa de raconter à son ami Voltaire...

Et ce qui pour madame du Deffand était un bon mot devrait être un avertissement pour beaucoup de nos hommes politiques. Parce que si la première capitulation peut paraître difficile, une fois le premier pas franchi, les reniements suivants s'enchaînent naturellement, sans même qu'on s'en aperçoive. C'est là que se niche la « banalité du mal », dénoncée par Hannah Arendt : c'est par l'enchaînement de petits gestes, de petites trahisons, que les grands crimes s'accomplissent. De reniement en reniement, par petites touches, on en arrive à accepter ce qui aurait paru inacceptable s'il était apparu dès le départ dans toute son horreur.

Le naufrage idéologique de la gauche dite radicale illustre parfaitement ce principe. Par petites touches, imperceptiblement, les différentes tribus qui la composent ont abandonné ce qui faisait leur raison d'être, à savoir, leur ancrage dans les valeurs de l'égalité, de la raison, du progrès, de la liberté, de la fraternité. La question sociale ? Noyée sous le « sociétal ». La rationalité scientifique ? Ecrasée par les idéologies postmodernes. L'universalisme ? Diabolisé par la vision communautariste. La liberté de critique ? Remplacée par une police de la pensée menée par des dragons de vertu prompts à « s'offenser » devant la moindre mise en cause du dogme, et à « annuler » les coupables.

Tout ça n'est pas arrivé en un jour. Ce n'est pas le fruit d'une révolution idéologique qui aurait mis le monde cul par-dessus tête d'un coup, et remplacé une doctrine par une autre à partir d'une critique radicale. Non, c'est par petits pas, par de petits abandons, par des concessions aux lubies de tel ou tel groupe, de telle ou telle « communauté », qu'on a abouti à ce résultat. Le chemin a été parcouru à petits pas, notre tête dans nos mains, et ce n'est qu'en se retournant qu'on s'aperçoit du chemin parcouru. On pourrait prendre des exemples dans tout un ensemble de domaines : le social, la science, l'éducation... mais aucun n'est aussi flagrant que celui de l'installation de la « race » dans le vocabulaire de la gauche radicale. Voici les déclarations que « Le Monde » relève lors d'un meeting de LFI pas loin de l'endroit où ses pas ont conduit le saint décapité dont parlait madame du Deffand : « (...) l'eurodéputée Rima Hassan a fustigé « un Etat raciste ». « Il n'y a qu'une seule façon de s'affranchir de ces chaînes : élire ceux qui nous ressemblent », exhortait-elle, en écho au candidat de Marseille, Sébastien Delogu, qui a incité les habitants de Saint-Denis à voter pour un « candidat racisé ». ».

Un dérapage ? Leurs mots ont dépassé leur pensée ? Peut-être, mais ils ont de quoi tenir : « Il a bien fallu un jour qu'un ou une se mette debout sur ses pattes, à l'autre bout du continent africain, pour qu'à la fin, ici, vous soyez en train de faire les malins, tout blancs, tout moches que vous êtes. » déclare le gourou des « insoumis » en célébrant la victoire de ses troupes dans la même cité. Décidément, Saint-Denis fait perdre la tête à beaucoup de monde, et pas qu'aux saints.

Lorsque Rima Hassan parle d'élire « des gens qui nous ressemblent », en quoi consiste cette « ressemblance » ? Compte tenu du contexte, il est clair qu'elle n'est pas faite d'opinions partagées, d'une langue commune, pas plus que – horresco referens – d'une appartenance de classe. Non. On est en présence – et la remarque de Mélenchon le confirme amplement – d'une vision idéologique qui sépare la population sur une base raciale.

D'un côté les « racisés » parés de vertus rédemptrices, de l'autre les « blancs tout moches ». Elire « ceux qui nous ressemblent », c'est clairement élire ceux qui sont du même côté que nous dans cette dichotomie. On pourrait longuement gloser sur le fait qu'un « racisé » d'origine vietnamienne ne « ressemble » en rien – physiquement, culturellement, mais aussi dans ses rapports au monde – à un « racisé » venu du Maghreb ou d'Afrique noire (1).

Les conflits entre « racisés » peuvent être violents, comme le montrent un certain nombre de cas de traite d'êtres humains jugés par les tribunaux où les « racisés » étaient réduits à un esclavage moderne... par d'autres « racisés ». Il suffit d'aller dans certaines cours de récréation pour voir comment les « racisés »

se divisent en groupes hostiles : les maghrébins par-ci (sans compter avec l'hostilité entre Marocains et Algériens), les subsahariens par là. Mais l'essentiel n'est pas là. Le discours d'Hassan ou de Delogu montrent combien, pour la gauche dite radicale, la « question raciale » a remplacé la « question sociale ». Et ces derniers temps, cela tourne à l'obsession : pas un discours, pas une intervention où la question raciale ne soit évoquée. Il serait amusant – si l'affaire n'était pas aussi sérieuse – de constater à quel point cette « gauche », pourtant censée être « radicale », fait sien le discours « raciste » traditionnel de l'extrême droite, précisément au moment où l'extrême droite française tend à l'abandonner officiellement pour adopter le discours « culturaliste » qui était plutôt celui de la gauche.

Car c'est dans la tradition de la droite qu'on retrouve l'idée de l'identité comme une essence déterminée par les origines, le sang, la filiation biologique, là où la gauche mettait au contraire en avant une identité considérée comme une construction personnelle liée à la culture et à l'expérience vitale. C'est pour la droite qu'on n'était français que par la naissance, alors que pour la gauche on pouvait le devenir par l'adhésion, d'où l'opposition entre un droit du sang – à droite – et d'un droit du sol – à gauche.

L'assimilation, processus par lequel on devient ce qu'on n'est pas au départ était le cheval de bataille de la gauche républicaine, là où la droite monarchiste insistait sur les droits de la naissance.

Comment la gauche en est venue à reprendre les idées biologistes de la droite ? Comment l'antiracisme, qui fut un combat pour l'égalité, a pu dériver vers une hiérarchisation entre les « races » ? Comment la « race » a fini par remplacer dans le discours de la gauche la « classe » ? Il y a dans cette dérive ce qu'on peut appeler une déception amoureuse. Pour le comprendre, il faut revenir en arrière, au moment du divorce entre les couches populaires et les classes intermédiaires, qui commence à la fin des années 1960, lorsque la croissance ralentit.

C'est à ce moment-là que les classes intermédiaires réalisent que, par le biais de l'assimilation et de l'ascenseur social, les enfants des classes populaires deviennent de redoutables concurrents pour leurs propres enfants (2). Les intérêts des classes intermédiaires et ceux des classes populaires, qui jusqu'alors étaient compatibles, deviennent antagoniques.

Le divorce s'est manifesté politiquement peut-être pour la première fois lors des événements de mai 1968, lorsque les organisations ouvrières refusent la convergence avec les classes intermédiaires. Les « enrégés » venus devant la Régie Renault à Billancourt prêcher l'évangile des classes intermédiaires aux prolétaires trouveront grille close (3).

A l'époque, la gauche non-communiste – largement représentative des classes intermédiaires – avait rêvé d'une convergence avec les classes populaires sur un programme « libéral-libertaire », si possible dans le dos du PCF et de la CGT. Hélas pour eux ! Les couches populaires n'ont pas été séduites par la proposition.

Elles sont restées fidèles à leurs représentants traditionnels, qui ont négocié dans la logique historique du mouvement ouvrier les accords de Grenelle.

Quelques semaines plus tard ces mêmes classes populaires, excédées par le désordre, donneront une victoire massive aux gaullistes dans les élections législatives. La conclusion était assez évidente : pour faire passer le programme « libéral-libertaire », les couches populaires n'étaient pas le bon allié.

Par son refus de se rentrer dans la niche que les classes intermédiaires lui avaient réservée, le prolétaire avait failli à sa mission historique. Il fallait donc à la gauche des classes intermédiaires une nouvelle idéologie, où la révolution ne reposerait plus sur le prolétariat, mais sur un autre groupe social moins organisé, et donc plus facile à manipuler.

C'est ainsi qu'au tournant des années 1970 le prolétaire perdit progressivement sa fonction rédemptrice pour devenir un « beauf » raciste, militariste, bref, un con de droite. Et la gauche dite radicale s'est mise à la recherche d'un « prolétariat de substitution » pouvant devenir symboliquement le nouveau « sauveur » du programme « libéral-libertaire ».

Et c'est là que la logique victimaire entre en scène. Puisant dans le vieux fond chrétien qui prêche que « les pauvres hériteront de la terre », nos classes intermédiaires se sont mis à la recherche de « victimes », et de préférence de victimes inorganisées, qui offrent l'avantage incomparable pour les leaders politiques de pouvoir parler en leur nom sans qu'apparaissent des dirigeants légitimes pour contester votre discours.

Ceux qui en 1968 ont essayé d'usurper le rôle de défenseurs du prolétariat et ont goûté en retour à la puissance de la CGT ou du PCF ont bien compris qu'il était beaucoup moins dangereux de parler au nom des taulards, des femmes, des sans-papiers ou des enfermés psychiatriques.

J'insiste sur ce point fondamental : le passage du prolétariat tel que le concevaient les penseurs du mouvement ouvrier aux « prolétariats de substitution » du gauchisme traduit une conception instrumentale des groupes sociaux.

Pour les communistes, le prolétariat était le véritable acteur de la transformation sociale. Le Parti était certes « l'avant-garde éclairée », mais une « avant-garde » ne sert à rien s'il n'y a pas une armée qui la suit, et c'est elle qui gagne les batailles.

L'armée qui est précédée par « l'avant-garde » n'est pas l'instrument de cette dernière. Ce serait plutôt l'inverse : l'avant-garde est au service de l'armée qui la suit, elle est là pour lui permettre d'avancer, mais ce n'est pas elle qui fixe la direction de la progression. La vision gauchiste est totalement différente : le « prolétaire de substitution » n'est plus l'acteur, il n'est que l'accessoire. Il est prié de se mettre en colonne derrière des drapeaux qui ne sont pas les siens – ce n'est pas par hasard si le jeune Cohn-Bendit considérait que son plus beau souvenir de mai 1968 était « d'avoir fait marcher les staliniens du PCF et de la CGT derrière le drapeau noir ». C'est parce que les « vrais » prolétaires ont refusé ce rôle qu'on arrive aux « prolétariats de substitution ».

Et c'est pourquoi contrairement au « vrai » prolétaire, ce qui définit le « prolétaire de substitution » est le fait d'être une « victime ». Le prolétaire, le vrai, était défini par un rapport économique, celui de l'exploitation. Pour le marxiste, un prolétaire qui gagne bien sa vie, qui peut acheter une voiture et partir en vacances reste un prolétaire.

C'est le fait que le patron garde une partie de la valeur qu'il produit qui donne au prolétaire sa légitimité, et non sa souffrance. Un prolétaire heureux reste un prolétaire.

Ce que les partis marxistes demandent, c'est la fin d'une injustice, et non d'une souffrance. Avec le « prolétaire de substitution », on revient au misérabilisme chrétien. On ne se bat plus contre l'exploitation, qui est une catégorie soumise à l'analyse rationnelle, on se bat contre les souffrances, qui sont de l'ordre de l'émotion. C'est pourquoi au lieu de parler « d'exploités » ou « d'exploiteurs » – termes disparus du vocabulaire de la gauche – on parle de « pauvres », de « précaires » d'un côté, de « riches », de « milliardaires » ou « classes aisées » de l'autre.

Une bonne illustration de cette conception instrumentale est celle de la grande manipulation que fut SOS-Racisme, où l'on trouvait déjà dans les coulisses, aux côtés de Harlem Désir et de Julian Dray, un certain Jean-Luc Mélenchon.

Dans un grand débordement de concerts gratuits, de stars et de paillettes, il s'agissait de capter le vote de la jeunesse « racisée » – on n'utilisait pas encore ce terme, la gauche ayant à l'époque encore quelque pudeur à faire débarquer la question raciale dans le débat public – au bénéfice de François Mitterrand. Chez SOS-Racisme, la rédemption prenait la forme du « mélange ». C'est là un jalon important dans le processus qui, par petits pas, conduit aujourd'hui LFI à voir la rédemption sous la forme de la « créolisation », d'une « nouvelle France » destinée à remplacer l'homogénéité fantasmée – un fantasme pris à l'extrême droite – par une mosaïque de « racisés ». Et ne soyons pas sectaires : il n'y a pas que chez LFI qu'on voit cette évolution. Même s'il est plus discret, on voit le même mécanisme à l'œuvre chez les Ecologistes, au PCF et même au PS, où l'on hésite de moins en moins à organiser des réunions ou des manifestations réservées aux membres de telle ou telle « communauté » définie par l'origine, le « genre », la religion... bref, n'importe quel critère sauf la classe sociale.

Aujourd'hui, on peut réserver une réunion aux « racisés » ou aux femmes sans encourir les foudres des dragons de vertu. On vous expliquera même que les membres de certaines « communautés » ne peuvent parler librement que lorsqu'elles sont entre eux. Curieusement, personne ne pense que ce soit le cas des ouvriers...

Il faut garder en tête que cette transformation idéologique est parallèle à une transformation économique. La mondialisation, en mettant en concurrence les travailleurs de toute la planète, a créé un rapport de forces qui a permis de chasser les couches populaires du champ politique. Il est logique qu'elles disparaissent du champ idéologique. Il fallait donc effacer la lutte des classes, autrement dit, la bonne vieille opposition entre travail et capital comme contradiction fondamentale qui constitue le «

moteur de l'histoire ». Description dont le principal défaut était de mettre en face aux classes dominantes un ensemble unifié, celui des exploités. Pour la remplacer, on a inventé toute une zoologie complexe de « luttes », avec chacune son « prolétariat de substitution ». On peut opposer femmes et hommes, blancs et racisés, parisiens et bretons, colonisateurs et colonisés, homosexuels et hétérosexuels, nationaux et immigrés, installés et mal logés. On peut même parler de riches et pauvres. Tout, sauf parler de capital et travail, qui pourrait nous amener à parler d'exploitation et donc de deux classes antagonistes.

Mieux vaut en rester à ces oppositions qui s'imbriquent à l'infini grâce à l'idéologie de « l'intersectionnalité » et fragmentent la société en petits groupes tirant leur légitimité de leur « victimisation » qui peuvent se diviser à l'infini, jusqu'à arriver à l'atome indivisible qu'est l'individu. Chacune de ces « communautés » vit dans son propre univers mental, isolée des autres par une solide paranoïa qui est la conséquence logique de la légitimité victimaire : Si je suis une victime, alors je ne peux faire confiance à personne hors des membres de cette communauté, les seuls êtres qui peuvent me comprendre. Cette fragmentation a du coup un effet dramatique sur le fonctionnement du système politique.

A certains égards, on pouvait hier considérer l'électorat comme un ensemble cohérent. Bien sûr, les Français ont toujours été divisés par des désaccords passionnés sur les questions politiques, économiques, sociales. Mais au-delà de ces oppositions violentes, ils étaient unis par un ensemble de valeurs, d'institutions, par une « common decency » qui interdisait, à droite comme à gauche, certains discours, certaines postures. Un homme politique qui traversait ces « lignes rouges » communes était condamné à la marginalité, qu'il fut de droite, de gauche ou du centre.

La fragmentation du spectre politique a changé les choses : à chaque instant, le politicien ne s'adresse plus à l'ensemble des Français, mais à telle ou telle « communauté ». Et chaque « communauté » a ses propres lignes rouges, différentes de celles des autres. On peut donc sans crainte franchir, quand on s'adresse aux uns, les bornes dont le franchissement vous vaudrait de sérieux ennuis si vous vous adressez aux autres. Mélenchon peut se permettre des remarques douteuses qui fleurent bon le racisme, parce qu'il s'adresse à un public prêt à applaudir à de telles remarques, et peu lui choit que les médias le traînent dans la boue, puisque ce public ne les écoute pas, suspects qu'ils sont de faire partie des « bourreaux » qui les victimisent.

Devant un autre public, il fera des discours empreints de jacobinisme républicain et laïc. Ce qui ne l'empêchera pas, devant un public différent, de défendre le port du voile ou à appeler à voter pour un candidat « racisé ».

C'est cette fragmentation qui permet le développement de « vérités alternatives », puisque à la place du « récit » partagé, construit en vue de donner un cadre commun à tous les citoyens, se développent des « récits » particuliers, chaque communauté arrangeant le sien en fonction de sa propre victimisation. Et au service de ce « récit » victimiste, on a le droit de falsifier les faits puisque la fin justifie les moyens. Et c'est ainsi que, toujours par petits pas, on en est venu à contester les réalités scientifiques, à déboulonner des statues ou à proscrire des œuvres d'art sous la pression de telle ou telle « communauté ».

Il faut reconnaître à Mélenchon, génial tacticien même s'il est piètre stratège, le mérite d'avoir très tôt compris cette mécanique et de l'avoir mise au service de ses ambitions. Il a aussi compris tout l'intérêt qu'il pouvait tirer de l'importation du discours « raciste », propagé par le « soft power » américain (4). Mais au fond, il n'a rien inventé. Il a simplement repris la rhétorique du mouvement ouvrier, en remplaçant – et ce n'est pas là une mince trahison – le prolétariat par diverses communautés de « victimes » en exploitant leur paranoïa. Sa « nouvelle France » fleure bon « l'homme nouveau » du communisme orthodoxe. Seulement voilà, pour les communistes cet « homme nouveau » était le corollaire de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme. La « nouvelle France » de Mélenchon s'appuie sur une référence purement ethnique, une forme de « grand remplacement heureux », pour paraphraser une formule qui eut quelques succès avant de montrer ses limites.

Toute ma vie je me suis battu contre le racisme. Mais mon antiracisme est un antiracisme égalitaire. Il veut une société indifférente aux questions de « race », autrement dit, une société qui offre les mêmes opportunités, les mêmes protections, le même respect, le même statut quelle que soit la couleur de votre peau, la forme de vos yeux ou le lieu de naissance de vos parents. Un antiracisme qui s'oppose à cette stupide « fierté des origines » qu'on veut nous vendre, tout simplement parce qu'il est tout à fait stupide

d'être « fier » de la couleur de votre peau ou de votre lieu de naissance, puisque vous n'avez joué aucun rôle dans leur détermination, et que vous n'avez aucun moyen de les changer. Et l'antiraciste que je suis ne peut que se désoler de voir comment dans la gauche d'aujourd'hui l'antiracisme est devenu un alibi pour installer une vision où les individus sont déterminés par leur naissance, par leur origine, par la couleur de leur peau, au point qu'ils ne peuvent être représentés que par « des gens qui leur ressemblent ».

Et il ne faut pas croire que Mélenchon soit le seul dans cette galère. Ce qui le sépare des autres, c'est le mérite – si l'on peut dire – de la franchise, et c'est pour cela qu'il est facile de trouver chez lui des exemples de dérives. Mais là où les candidats « insoumis » appellent à voter pour des « candidats racisés », d'autres organisent plus discrètement des réunions qui leur sont réservées. Là où Mélenchon défile publiquement avec les islamistes, d'autres acceptent qu'on censure des œuvres d'art au motif qu'elles « offensent » telle ou telle religion. Là où il critique ouvertement la politique vaccinale, d'autres se font photographier avec le professeur Raoult. Ce ne sont là que des petits gestes, des petits pas par lesquels la gauche abandonne progressivement l'héritage républicain et celui des Lumières (5).

Et peu importe que l'un de ses dirigeants avance à grandes enjambées vers son abbaye, alors que les autres – avec de rares et honorables exceptions – le font à petits pas. Comme le disait madame du Deffand, lorsqu'on a perdu la tête, il n'y a que le premier pas qui coûte.

Descartes

(1) On notera d'ailleurs que les français d'origine chinoise ou vietnamienne sont totalement absents du discours de la gauche « intersectionnelle ». Si les dirigeants de LFI s'affichent volontiers lors de la rupture du jeûne du Ramadan, rares sont ceux qui font de même pour le nouvel an chinois. Et ce n'est pas surprenant : le discours « victimiste » a beaucoup moins de prise dans une communauté dont le rapport aux institutions – et notamment à l'école – est beaucoup plus positif.

(2) J'ai plusieurs fois exposé ce raisonnement ici, mais cela vaut la peine d'insister. Dans une société en expansion, l'ascenseur social permet aux enfants des couches populaires de monter dans les étages supérieurs sans que ceux qui y sont déjà soient obligés de descendre, puisque l'expansion assure qu'il y ait de la place pour tout le monde. Mais lorsque l'expansion s'arrête, et que les places sont limitées, l'ascension des uns n'est possible que si les autres descendent. D'où la tendance des classes intermédiaires, arrivées en haut, à casser l'ascenseur.

(3) Georges Séguy racontait un épisode révélateur. A un étudiant réclamant qu'on ouvre les grilles « pour pouvoir détruire les machines du capital », un ouvrier avait demandé « et moi, sur quoi je vais travailler alors ? ». Il s'était vu répondre « tu iras cultiver de la canne à sucre ». Il faut rappeler ici qu'à l'époque les enceintes universitaires étaient très largement dominées par les classes intermédiaires.

(4) Il ne faut pas négliger l'influence culturelle américaine dans cette affaire. Il suffit de regarder n'importe quelle série produite outre-Atlantique pour retrouver un discours de victimisation des « minorités ». Un discours qui n'est pas sans influence sur une jeunesse des quartiers qui connaît mal notre histoire, et en particulier, le fait que la ségrégation raciale, qui reste consacrée par la loi jusqu'aux années 1960 et bien plus tard dans les pratiques, n'a jamais eu cours chez nous. Le racisme chez nous est une affaire individuelle, il n'a jamais été institutionnalisé.

(5) Et ces petits pas s'enchaînent vite. Après avoir intégré la vision raciste, voilà la gauche radicale qui s'attaque aux principes mêmes de la fonction publique. Ainsi, Bally Bagayoko, nouveau maire de Saint-Denis, déclare : « Si nous savons que les agents sont avant tout au service d'une politique publique, nous savons aussi que certains agents auront à un moment donné des difficultés aussi à pouvoir porter un projet qu'ils ont combattu. C'est la raison pour laquelle nous respectons le choix de chacun, mais il ne sera pas possible de pouvoir rester, par exemple, dans un service de tranquillité publique en ayant l'ambition de porter une option politique qui a été battue dans les urnes. ». Maurice Thorez, le père du statut du fonctionnaire, qui visait justement à soustraire les agents publics à l'obligation d'adhérer politiquement au pouvoir du jour, doit se retourner dans sa tombe. Et le pire est que Bagayoko rejoint par son discours celui de Catherine Mégrét, lorsqu'elle a pris la mairie de Vitrolles en 1997. Les voies de la « lèpénisation des esprits » sont impénétrables...

Accessoirement, on fait de Bagayoko une sorte d'exemple de la « nouvelle France ». Mais, contrairement à ce qu'on cherche à nous faire croire, Bagayoko n'est nullement un produit « insoumis ». C'est un

contraire un vieux routier de la politique locale, formé au PCF et membre signalé de la mafia Braouezec-Paillard, qui s'était taillé un fief à Saint-Denis sous le règne du père UbHue. Bagayoko est élu pour la première fois conseiller municipal sur la liste « communiste » (guillemets indispensables) de Patrick Braouezec en 2001, et sera conseiller municipal sans interruption – 19 ans, ce n'est pas rien – jusqu'en 2020, adjoint au maire sous Braouezec, et le restera sous ses successeurs Paillard et Roussier. En 2020, il voit l'opportunité de devenir calife à la place du calife, et présente une liste « insoumise » contre Roussier. Il n'arrive pas à se faire élire, mais Roussier est battu par la liste socialiste... De 2008 à 2015 il cumulera ces fonctions avec celles de conseiller départemental – toujours élu sur une liste « communiste » – de la Seine Saint Denis, et vice-président du conseil départemental. Cette « nouvelle France » ressemble drôlement à l'ancienne.

Robert Martin